

États financiers de

EXPLORATION AMSECO LTÉE

pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Table des matières

	Page
Rapport des auditeurs indépendants	
États de la situation financière	1
États du résultat net	2
États des variations des capitaux propres	3
États des flux de trésorerie	4
Notes afférentes aux états financiers	5 - 21



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Tour KPMG, Bureau 1500
600, boul. de Maisonneuve Ouest
Montréal (Québec) H3A 0A3
Canada

Téléphone (514) 840-2100
Télécopieur (514) 840-2187
Internet www.kpmg.ca

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires d'Exploration Amseco Ltée

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints d'Exploration Amseco Ltée, qui comprennent les états de la situation financière au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016, et les états du résultat net, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.



Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière d'Exploration Amseco Ltée au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 1 afférente aux états financiers, qui indique qu'Exploration Amseco Ltée ne possède plus de propriété minière. Également, au 31 décembre 2017, Exploration Amseco Ltée a un déficit accumulé de 14 841 921 \$ (14 765 059 \$ au 31 décembre 2016), un fonds de roulement déficitaire et une insuffisance des capitaux propres de 320 534 \$ (253 709 \$ au 31 décembre 2016). Par conséquent, Exploration Amseco Ltée dépend de sa capacité à obtenir du financement afin de s'acquitter de ses engagements et obligations dans le cours normal de ses activités. Cette situation, conjuguée aux autres questions exposées dans la note 1 afférente aux états financiers, indique l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité d'Exploration Amseco Ltée à poursuivre son exploitation.

*KPMG A.R.L. / S.E.N.C.R.L.**

Le 31 mai 2018

Montréal, Canada

EXPLORATION AMSECO LTÉE

États de la situation financière

31 décembre 2017 et 2016

	Note	2017	2016
		\$	\$
Actifs			
Actifs courants			
Encaisse		2 278	12 127
Dépôt en fidéicomis		17 187	–
Taxes sur les produits et services à recevoir et autres débiteurs		25 776	23 123
Total des actifs		45 241	35 250
Passifs			
Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer	10	229 559	210 272
Prêts d'actionnaires	4	119 211	63 506
Avances des administrateurs sans intérêt		7 000	–
Total des passifs courants		355 770	273 778
Passifs non courants			
Prêts d'actionnaires	4	10 005	15 181
Total des passifs		365 775	288 959
Capitaux propres			
Capital-actions et bons de souscription	5	13 403 889	13 403 889
Surplus d'apport		1 117 498	1 107 461
Déficit		(14 841 921)	(14 765 059)
Total de l'insuffisance des capitaux propres attribuables aux porteurs de capitaux propres de la Société		(320 534)	(253 709)
Nature des opérations et continuité d'exploitation	1		
Événement postérieur à la date du bilan	13		
Total des passifs et des capitaux propres		45 241	35 250

Les notes des pages 5 à 21 font partie intégrante des états financiers.

Au nom du conseil,

/s/ Jean Desmarais, administrateur

/s/ Roger Bourgault, administrateur

EXPLORATION AMSECO LTÉE

États du résultat net

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

	Note	2017	2016
		\$	\$
Dépenses			
Charges administratives		54 934	48 403
Charges financières	7	21 928	10 307
Perte opérationnelle		(76 862)	(58 710)
Gain sur règlement de dette		–	4 396
Perte nette		(76 862)	(54 314)
Perte nette et diluée par action	8	(0,001)	(0,001)
Nombre moyen d'actions de base en circulation		98 261 452	98 261 452

Les notes des pages 5 à 21 font partie intégrante des états financiers.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

États des variations des capitaux propres

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

	Note	Capital- actions et bons de souscription	Surplus d'apport	Déficit	Total
		\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2015		13 403 889	1 083 580	(14 710 745)	(223 276)
Apport des actionnaires	4	–	23 881	–	23 881
Perte nette		–	–	(54 314)	(54 314)
Solde au 31 décembre 2016		13 403 889	1 107 461	(14 765 059)	(253 709)
Apport des actionnaires	4	–	10 037	–	10 037
Perte nette		–	–	(76 862)	(76 862)
Solde au 31 décembre 2017		13 403 889	1 117 498	(14 841 921)	(320 534)

Les notes des pages 5 à 21 font partie intégrante des états financiers.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

États des flux de trésorerie

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

	2017	2016
	\$	\$
Provenance (affectation) de la trésorerie		
Exploitation		
Perte nette	(76 862)	(54 314)
Ajustements pour :		
Gain sur règlement de dette	–	(4 396)
Charge de désactualisation	19 170	8 713
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement lié à l'exploitation		
Dépôt en fidéicommiss	(17 187)	–
Taxes sur les produits et services à recevoir	(2 653)	(5 227)
Créditeurs et charges à payer	19 287	(26 301)
Intérêts courus capitalisés dans les prêts d'actionnaires	2 396	1 059
	(55 849)	(80 466)
Financement		
Produit de l'émission de prêts d'actionnaires	39 000	92 796
Avance des administrateurs	7 000	–
	46 000	92 796
Variation nette de l'encaisse	(9 849)	12 330
Encaisse (découvert bancaire) au début de l'exercice	12 127	(203)
Encaisse à la fin de l'exercice	2 278	12 127

Les notes des pages 5 à 21 font partie intégrante des états financiers.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

1. Nature des opérations et continuité d'exploitation

Exploration Amseco ltée (la « Société »), constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, se spécialise dans l'acquisition et dans l'exploration de propriétés minières. Le siège social est situé au 2159, rue Mackay, bureau 200, Montréal, Québec, H3G 2J2. Les actions de la Société sont cotées à la Bourse de croissance TSX sous le symbole AEL.

La Société ne possède plus de propriété minière à ce jour. Au 31 décembre 2017, la Société a un déficit accumulé de 14 841 921 \$ (14 765 059 \$ au 31 décembre 2016), un fonds de roulement déficitaire et une insuffisance des capitaux propres de 320 534 \$ (253 709 \$ au 31 décembre 2016).

La continuité d'exploitation de la Société dépend de la découverte de nouveaux projets et de sa capacité à obtenir le financement nécessaire pour s'acquitter de ses engagements et obligations dans le cours normal de ses activités. Si la Société ne parvient pas à identifier de nouveaux projets, son exploitation pourrait donc être compromise.

Ces incertitudes significatives jettent donc un doute important relativement à la capacité de la Société à poursuivre son exploitation.

Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») ainsi que sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation. Les conditions ci-dessus indiquent l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Ces états financiers ne comprennent pas les ajustements qui devraient être apportés à la valeur comptable des actifs et passifs si l'hypothèse de la continuité s'avère non fondée.

2. Base d'établissement

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux IFRS.

Les méthodes comptables appliquées dans les présents états financiers sont fondées sur les IFRS publiées et en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Le 30 mai 2018, le conseil d'administration a approuvé ces états financiers.

b) Base d'évaluation

Les états financiers ont été établis au coût historique, à l'exception des prêts d'actionnaires qui sont évalués à la juste valeur.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

2. Base d'établissement (suite)

b) Base d'évaluation (suite)

Les états financiers ont été préparés selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation, ce qui signifie que la Société serait en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités.

c) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

d) Utilisation d'estimations et recours au jugement

L'établissement d'états financiers conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans l'année au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les années futures touchées par ces révisions.

Des informations concernant les jugements critiques réalisés lors de l'application des méthodes comptables qui ont l'effet le plus important sur les montants comptabilisés dans les états financiers et des informations concernant les hypothèses et les incertitudes relatives aux estimations qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif au cours de l'exercice suivant sont fournies à la note 1 - Nature des opérations et continuité d'exploitation, et à la note 4 - Prêts d'actionnaires.

3. Principales méthodes comptables

a) Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers non dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, majorée des coûts de transaction directement attribuables.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

3. Principales méthodes comptables (suite)

a) Instruments financiers (suite)

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ces actifs financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur plus tous les coûts directement attribuables à la transaction. Après la comptabilisation initiale, les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des pertes de valeur.

La Société a classé l'encaisse et le dépôt en fidéicommiss comme prêts et créances.

L'encaisse comprend les soldes de trésorerie.

Passifs financiers

La Société a classé ses créditeurs et charges à payer, ses prêts d'actionnaires et ses avances des actionnaires en tant que passifs financiers au coût amorti. Après la comptabilisation initiale, ces passifs financiers sont mesurés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

b) Dépréciation

Actifs financiers

Les actifs financiers sont passés en revue chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié s'il existe une indication objective qu'un événement générateur de pertes s'est produit après la comptabilisation initiale de l'actif et a eu une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier, qui peut être estimé de façon fiable.

Le montant d'une perte de valeur sur un actif financier évalué au coût amorti correspond à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'actif. Les pertes sont comptabilisées dans la perte nette et portées en diminution des créances dans un compte de correction de valeur. Les intérêts liés à l'actif déprécié continuent d'être comptabilisés par le biais de la désactualisation. Si le montant de la perte de valeur diminue à la suite d'un événement ultérieur, la diminution de la perte de valeur est reprise et le montant de la reprise est comptabilisé dans la perte nette.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

3. Principales méthodes comptables (suite)

c) Provision, passifs et actifs éventuels

Une provision est comptabilisée si, du fait d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite dont le montant peut être estimé de manière fiable et s'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Le montant des provisions est déterminé par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus, à un taux avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques au passif. La désactualisation est comptabilisée en charges financières.

d) Capital social et bons de souscription

Actions ordinaires

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires et d'options sur actions sont comptabilisés en déduction des capitaux propres, après déduction de toute incidence fiscale.

Bons de souscription

Les bons de souscription sont classés dans les capitaux propres dans la mesure où ils correspondent à des dérivés sur les instruments de capitaux propres de l'entité elle-même, qui seront réglés par la Société uniquement en échangeant un nombre déterminé de ses propres instruments de capitaux propres contre un montant déterminé de trésorerie. Dans le cas contraire, ils sont classés dans les passifs.

e) Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

La juste valeur à la date d'attribution des droits à des paiements fondés sur des actions attribués à des membres du personnel, des directeurs, des consultants et des courtiers est comptabilisée comme charge, avec comptabilisation de l'augmentation du surplus d'apport qui en est la contrepartie, au cours de la période où les participants acquièrent des droits inconditionnels à des paiements fondés sur des actions. Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre de droits dont on s'attend à ce que les conditions de service soient remplies, de sorte que le montant finalement comptabilisé en charges dépend du nombre de droits qui remplissent les conditions de service à la date d'acquisition des droits. Pour les droits à des paiements fondés sur des actions assortis de conditions accessoires à l'acquisition des droits, la juste valeur à la date d'attribution du paiement fondé sur des actions est évaluée afin de refléter ces conditions, et les écarts entre les résultats attendus et les résultats réels ne donnent lieu à aucun ajustement.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

3. Principales méthodes comptables (suite)

e) Transactions dont le paiement est fondé sur des actions (suite)

Les accords de paiement fondés sur des actions aux termes desquels la Société reçoit des biens ou des services en contrepartie de ses propres instruments de capitaux propres sont comptabilisés comme des transactions dont le paiement est fondé sur des actions réglées en instruments de capitaux propres, indépendamment de la manière dont la Société a obtenu ces instruments de capitaux propres. La Société évalue directement les biens ou les services reçus et l'augmentation de capitaux propres qui en est la contrepartie à la juste valeur des biens ou services reçus, sauf si cette juste valeur ne peut pas être estimée de façon fiable, auquel cas la juste valeur sera établie indirectement, par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués.

f) Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés dans le résultat net, sauf dans la mesure où ils se rapportent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat global.

L'impôt exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou récupéré au titre du bénéfice imposable ou de la perte déductible d'une année, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et il comprend également tout ajustement de l'impôt à payer relativement aux années antérieures. L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs aux fins de l'information financière et les montants utilisés à des fins fiscales. Aucun impôt différé n'est comptabilisé relativement aux différences temporelles suivantes : la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui ne touche ni le bénéfice (la perte) comptable, ni le bénéfice imposable (la perte fiscale), ainsi que les différences qui se rapportent à des participations dans des filiales ou des entreprises contrôlées conjointement, dans la mesure où il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les impôts différés sont reconnus en tant que produit ou charge en résultat net sauf lorsqu'ils découlent de regroupements d'entreprises ou de transactions reconnues dans les capitaux propres. Par conséquent, lorsque les impôts différés sont liés à des composantes des capitaux propres, une recherche rétrospective est nécessaire afin de déterminer l'ajustement des impôts (par exemple, un changement des taux d'impôt ou un changement dans le montant des actifs d'impôts différés reconnus) qui devrait être reconnu en capitaux propres.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

3. Principales méthodes comptables (suite)

f) Impôt sur le résultat (suite)

L'impôt différé est évalué selon les taux d'impôt censés être appliqués aux différences temporelles lorsque celles-ci s'inverseront, en fonction des lois adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture. Les actifs et passifs d'impôts différés peuvent être compensés si l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et passifs d'impôts exigibles, et si les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler les passifs d'impôts exigibles et de réaliser les actifs d'impôt sur la base de leur montant net, ou de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Un actif d'impôts différés est comptabilisé au titre des pertes fiscales et crédits d'impôt inutilisés ainsi qu'au titre des différences temporelles déductibles, dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs auxquels ces éléments pourront être imputés. Les actifs d'impôts différés sont examinés à la date de clôture et sont réduits lorsque la réalisation de l'avantage fiscal connexe n'est plus probable.

g) Résultat de base et dilué par action

La Société présente le résultat de base et le résultat dilué par action pour ses actions ordinaires. Le résultat de base par action se calcule en divisant le bénéfice ou la perte attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, après ajustement pour tenir compte des actions auto-détenues. Aux fins du calcul du résultat dilué par action, le bénéfice ou la perte attribuable aux actionnaires ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation, après ajustement pour tenir compte des actions auto-détenues, doivent être ajustés pour tenir compte des effets de toutes les actions ordinaires dilutives potentielles, lesquelles englobent les bons de souscription et les options sur actions.

h) Nouvelles normes comptables, interprétations et amendements publiés mais pas encore entrés en vigueur

Les nouvelles normes et interprétations qui suivent ne sont pas encore entrées en vigueur et n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation de ces états financiers.

i) Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions (modifications de l'IFRS 2)

Le 20 juin 2016, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié des modifications de l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, en vue de clarifier comment doivent être comptabilisés certains types de transactions dont le paiement est fondé sur des actions.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

3. Principales méthodes comptables (suite)

- h) Nouvelles normes comptables, interprétations et amendements publiés mais pas encore entrés en vigueur (suite)
- i) Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions (modifications de l'IFRS 2) (suite)

Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. À des fins de simplification, les modifications peuvent être appliquées de manière prospective. L'application rétrospective ou anticipée est permise si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances a posteriori.

Les modifications fournissent des exigences relativement à la comptabilisation :

- des effets des conditions d'acquisition des droits et des conditions accessoires à l'acquisition des droits sur l'évaluation des paiements fondés sur des actions qui sont réglés en trésorerie;
- des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui comportent des modalités de règlement nettes concernant l'obligation légale relative aux retenues d'impôt à la source; et
- d'une modification des modalités et conditions qui entraîne la modification du classement d'une transaction dont le paiement est fondé sur des actions et qui est réglée en trésorerie comme étant réglée en instruments de capitaux propres.

La Société envisage d'adopter les modifications de l'IFRS 2 dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2018. La Société ne s'attend pas à ce que la norme ait une incidence significative sur ses états financiers.

ii) IFRS 9, *Instruments financiers*

Le 24 juillet 2014, l'IASB a publié la version complète de l'IFRS 9, dite IFRS 9 (2014).

La date d'entrée en vigueur obligatoire de l'IFRS 9 vise les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et l'IFRS 9 doit être appliquée rétrospectivement, sous réserve de certaines exemptions. L'adoption anticipée est permise. Le retraitement des périodes antérieures n'est pas exigé et il est permis uniquement si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances a posteriori.

L'IFRS 9 (2014) met en place de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers. En vertu de l'IFRS 9 (2014), les actifs financiers sont classés et évalués en fonction du modèle économique selon lequel ils sont détenus et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

3. Principales méthodes comptables (suite)

h) Nouvelles normes comptables, interprétations et amendements publiés mais pas encore entrés en vigueur (suite)

ii) IFRS 9, *Instruments financiers* (suite)

La norme instaure des changements additionnels relativement aux passifs financiers.

Elle modifie également le modèle de dépréciation en introduisant un nouveau modèle fondé sur les « pertes sur créances attendues » pour le calcul de la dépréciation.

L'IFRS 9 (2014) comprend aussi de nouvelles règles générales de comptabilité de couverture, ce qui aura pour effet d'harmoniser davantage la comptabilité de couverture à la gestion des risques. Ces nouvelles règles ne modifient pas en profondeur les types de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité de la couverture. Toutefois, elles offriront un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées aux fins de la gestion des risques satisfaisant aux conditions d'application de la comptabilité de couverture et feront davantage appel au jugement dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité d'une relation de couverture.

Des dispositions transitoires particulières ont été établies aux fins de l'application des nouvelles règles générales de comptabilité de couverture.

La Société envisage d'adopter l'IFRS 9 (2014) dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2018. La Société ne s'attend pas à ce que la norme ait une incidence significative sur ses états financiers.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

4. Prêts d'actionnaires

	2017	2016
Solde au début	78 687 \$	- \$
Prêts d'actionnaires reçus au cours de l'exercice	39 000	92 796
Apport des actionnaires comptabilisé au surplus d'apport	(10 037)	(23 881)
Charge de désactualisation	19 170	8 713
Intérêts courus sur la dette	2 396	1 059
	129 216	78 687
Tranche courante des prêts d'actionnaires	119 211	63 506
	10 005 \$	15 181 \$

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a obtenu des prêts d'actionnaires totalisant 39 000 \$, dont 8 000 \$ provenaient d'administrateurs de la Société. Ces prêts portent intérêt au taux annuel de 2 % et viennent à échéance 18 mois suivant la date des prêts. La Société a l'option de rembourser ces prêts en argent ou en un nombre variable d'actions ordinaires de la Société au moment où les conditions d'inscription à la Bourse de croissance de Toronto seront remplies. La Société a calculé la juste valeur de ces prêts en utilisant un taux d'intérêt de 20 %.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société a obtenu des prêts d'actionnaires totalisant 92 796 \$, dont 18 796 \$ provenaient d'administrateurs de la Société. Ces prêts portent intérêt au taux annuel de 2 % et viennent à échéance 18 mois suivant la date des prêts. La Société a l'option de rembourser ces prêts en argent ou en un nombre variable d'actions ordinaires de la Société au moment où les conditions d'inscription à la Bourse de croissance de Toronto seront remplies. La Société a calculé la juste valeur de ces prêts en utilisant un taux d'intérêt de 20 %.

5. Capital-actions et bons de souscription

Le capital-actions de la Société comprend seulement des actions ordinaires entièrement libérées ou des actions à émettre.

Autorisé

Nombre illimité d'actions sans valeur nominale. Toutes les actions sont admissibles, chacune de la même façon, au versement de dividendes et au remboursement du capital et donnent droit à un vote à l'assemblée des actionnaires de la Société. En date du 31 décembre 2017, la Société a émis un total de 98 261 452 actions (98 261 452 en 2016).

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

5. Capital-actions et bons de souscription (suite)

Les bons de souscription en circulation permettent à leurs détenteurs de souscrire à un nombre équivalent d'actions ordinaires comme suit :

	2017		2016	
	Nombre de bons de souscription	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre de bons de souscription	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$		\$
Solde au début de l'exercice	–	–	2 570 000	0,10
Expirés	–	–	(2 570 000)	0,10
Solde à la fin de l'exercice	–	–	–	–

6. Paiements fondés sur des actions

La Société a adopté un régime de paiements fondés sur des actions selon lequel les membres du conseil d'administration peuvent attribuer aux administrateurs, aux dirigeants, aux employés et aux conseillers des options permettant d'acquérir des actions ordinaires. Le nombre maximal d'actions pouvant être émises en vertu dudit régime est de 5 000 000 d'actions.

Le prix d'exercice de chaque option est établi par les membres du conseil d'administration et ne peut pas être inférieur à la valeur marchande des actions ordinaires la veille de l'attribution. De plus, la date d'échéance ne peut pas excéder dix ans. Les options octroyées aux employés et consultants qui ne fournissent pas de services en relation avec les investisseurs deviennent dès leur octroi la pleine propriété de leurs propriétaires. Pour un consultant qui fournit des services en relation avec les investisseurs, les options octroyées seront acquises graduellement sur une période de 12 mois suivant la date de l'octroi, à raison de 25 % par trimestre.

La totalité des paiements fondés sur des actions sera réglée en instruments de capitaux propres. La Société n'a aucune obligation juridique ou implicite de racheter ou de régler les options en trésorerie.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

6. Paiements fondés sur des actions (suite)

Les options d'achat d'actions de la Société se détaillent comme suit pour les périodes de présentation de l'information financière considérées :

	2017		2016	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation au début de l'exercice	3 970 000	0,073 \$	3 970 000	0,073 \$
En circulation à la fin de l'exercice	3 970 000	0,073 \$	3 970 000	0,073 \$
Exercçables	3 970 000	0,073 \$	3 970 000	0,073 \$

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

6. Paiements fondés sur des actions (suite)

	2017				2016		
Date d'expiration	Options en circulation			Prix d'exercice	Options en circulation		
	Nombre d'options	Nombre d'options exercçables	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)		Nombre d'options	Nombre d'options exercçables	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)
Janvier 2021	75 000	75 000	3,08	0,225 \$	75 000	75 000	4,08
Mai 2021	245 000	245 000	3,42	0,110	245 000	245 000	4,42
Juillet 2021	1 300 000	1 300 000	3,58	0,100	1 300 000	1 300 000	4,58
Décembre 2023	2 350 000	2 350 000	5,92	0,050	2 350 000	2 350 000	6,92
	3 970 000	3 970 000			3 970 000	3 970 000	

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

7. Charges financières

	2017	2016
Charge de désactualisation	19 170 \$	8 713 \$
Intérêts courus sur les prêts d'actionnaires	2 396	1 059
Autres charges financières	362	535
	21 928 \$	10 307 \$

8. Résultat par action

Les options d'achat d'actions et les bons de souscription ont été exclus du calcul du nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation parce que la Société est à perte et que, conséquemment, leur effet aurait été antidilutif.

9. Impôt sur le résultat

Le taux d'imposition effectif de la Société est différent du taux d'imposition combiné fédéral et provincial de l'impôt sur le revenu au Canada. Cette différence résulte des éléments suivants :

	2017	2016
Perte avant impôts	(76 862)\$	(54 314)\$
Impôts sur les bénéfices selon le taux d'imposition combiné fédéral et provincial au Canada de 26,8 % en 2017 (26,90 % en 2016)	(20 599)\$	(14 610)\$
Variation des impôts sur les bénéfices résultant de l'élément suivant :		
Effet fiscal des pertes d'exploitation et différences temporelles non constatées	20 599	14 610
	- \$	- \$

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

9. Impôt sur le résultat (suite)

Aucun actif d'impôts différés n'a été comptabilisé pour ces éléments, car il est improbable que des bénéfices imposables soient réalisés à l'encontre desquels ces éléments pourront être utilisés.

	2017	2016
Pertes autres qu'en capital reportées prospectivement	875 134 \$	859 673 \$
Immobilisations	5 398	5 398
Actifs de prospection et d'évaluation	763 287	763 287
Pertes en capital reportées prospectivement	73	73
Frais de financement	1 150	1 150
	1 645 042 \$	1 629 581 \$

Au 31 décembre 2017, la Société dispose de pertes autres qu'en capital qui sont disponibles pour réduire l'impôt sur le résultat des années à venir. Ces pertes n'ont pas été comptabilisées et expirent aux dates suivantes :

	Fédéral	Québec
2026	145 634 \$	120 448 \$
2027	269 262	265 711
2028	337 432	333 226
2029	301 037	299 729
2030	466 270	464 565
2031	467 951	462 706
2032	385 298	379 109
2033	346 411	346 411
2034	309 328	309 328
2035	133 880	133 880
2036	54 273	54 273
2037	57 692	57 692
	3 274 468 \$	3 227 078 \$

10. Transactions entre parties apparentées

Les parties apparentées de la Société comprennent les principaux dirigeants et les sociétés contrôlées par les principaux dirigeants comme il est expliqué ci-après.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

10. Transactions entre parties apparentées (suite)

Les opérations sont conclues dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées en fonction de leur valeur d'échange, qui est le montant de la contrepartie convenue entre les parties aux accords.

Transactions avec les sociétés contrôlées par les principaux dirigeants :

	2017	2016
Charges administrative		
Frais de consultant	6 000 \$	6 000 \$
Charges financière		
Charge d'intérêt	1 337	1 059

Aux 31 décembre 2017 et 2016, les créiteurs et charges à payer incluent des sommes à payer à des parties apparentées respectivement de 205 423 \$ et 198 883 \$.

11. Politiques et procédés de gestion du capital

Les objectifs de la Société en ce qui a trait à la gestion du capital sont les suivants :

- Assurer la capacité de la Société de poursuivre ses activités;
- Augmenter la valeur des actifs de la Société; et
- Assurer un rendement aux actionnaires de la Société.

Ces objectifs seront atteints par l'établissement de projets d'acquisition et la mise en valeur éventuelle de ces projets.

La Société gère son capital sur la base de la valeur comptable des capitaux propres. Le capital pour les exercices financiers en cours est présenté à la note 5 et aux états des variations des capitaux propres.

La Société n'est soumise à aucune exigence en matière de capital imposée de l'extérieur.

Aucun changement n'a été effectué en matière d'objectifs, de procédures ou de processus de gestion de capital durant les périodes de présentation de l'information financière.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

12. Instruments financiers et gestion des risques financiers

Juste valeur des instruments financiers

Les actifs et passifs financiers courants, qui comprennent l'encaisse, les dépôts en fidéicomis, les créiteurs et charges à payer, et les avances des administrateurs s'approchent de leur juste valeur à cause de leur échéance immédiate ou à court terme.

Exposition et gestion des risques

La Société est exposée à un certain nombre de risques à divers degrés. Le type de risque et la façon dont l'exposition est gérée sont décrits ci-dessous :

i) Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations des prix de marché, comme les cours des monnaies étrangères, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, influent sur les produits de la Société ou sur la valeur des instruments financiers qu'elle détient. L'objectif de la gestion du risque de marché consiste à gérer et à maintenir les expositions au risque de marché à l'intérieur de paramètres acceptables tout en optimisant les rendements.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt désigne le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des taux d'intérêt du marché. L'encaisse et les autres actifs et passifs financiers de la Société ne présentent aucun risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt. Les prêts d'actionnaires portent intérêt à un taux fixe. Par conséquent, ils ne présentent aucun risque lié aux flux de trésoreries futures. La Société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Risque de change

La Société n'est pas exposée au risque de fluctuation des taux de change compte tenu que toutes ses transactions jusqu'à présent ont été conclues en dollars canadiens.

ii) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la Société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance.

Tel qu'il est indiqué à la note 11, la Société gère ce risque par la gestion de sa structure du capital. En outre, elle gère le risque de liquidité en surveillant constamment ses flux de trésorerie réels et projetés.

EXPLORATION AMSECO LTÉE

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

12. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

Exposition et gestion des risques (suite)

iii) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que la Société subisse une perte financière si une autre partie à un instrument financier n'est pas en mesure de respecter ses obligations contractuelles. Ce risque découle principalement de la trésorerie et du dépôt en fidéicommis. La valeur comptable de ces actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit en date de ces états financiers.

Le risque de crédit sur la trésorerie est limité puisque les parties contractantes sont des institutions financières ayant des cotes de crédit élevées attribuées par des agences de crédit internationales.

13. Événement postérieur à la date du bilan

En 2018, la Société a obtenu des prêts d'actionnaires totalisant 33 000 \$. Ces prêts portent intérêt au taux annuel de 2 % et viennent à échéance 18 mois suivant la date des prêts. La Société a l'option de rembourser ces prêts en argent ou en actions ordinaires au moment où les conditions d'inscription à la Bourse de croissance de Toronto seront remplies.